

COMMENT ÉCARTER LA CLIENTÈLE LOUCHE

David Leppan a dressé des listes de clients à risques. Cet Africain du Sud considère les instituts bancaires suisses comme une véritable valeur de référence.

Linstaurée par la loi sur le blanchiment d'argent, l'obligation d'informer sans délai le Bureau de communication en cas de soupçons avérés constitue un vrai défi pour les banques suisses.

Lors de l'ouverture d'un compte, elles sont censées être à même de procéder en un rien de temps à une évaluation scrupuleuse du client. La nécessité de vérifier les identités («know your customer») a été étendue, depuis fort longtemps, à celle du contrôle des relations commerciales d'un nouveau client avec d'éventuels pays ou personnages à risques («know your customer's customers»).

Pour être en mesure de remplir toutes ces tâches, il faut obtenir de nombreux renseignements. Si l'employé du guichet cherche à s'informer directement auprès du client, il court le risque de l'irriter sans raison. S'il renonce à entreprendre ce délicat questionnement, il peut – dans le pire des cas – se retrouver devant un juge, puis en prison. De plus, la banque et la place financière sont susceptibles de subir une grave atteinte à leur image de marque.

L'homme providentiel

Né en Afrique du Sud, un homme providentiel propose à présent une solution propre à tirer les banques d'affaire. «A vrai dire, l'idée m'est venue à l'esprit suite à des demandes émanant d'instituts bancaires basés en Suisse et au Liechtenstein», admet David Leppan, dirigeant de l'entreprise World-Check, opérationnelle depuis le début de cette année (www.world-check.com). «Le nœud du problème, ce sont les «politically exposed persons» (PEP)».

Cependant, cette notion même soulève déjà en soi des problèmes. A proprement parler, tous les personnages publics en font partie. «Les banques suisses n'ont pas le droit d'utiliser des listes noires établies conformément au droit américain. Cela enfreindrait la protection des données et le secret bancaire.

C'est pourquoi nous avons développé un outil de travail apte à donner satisfaction sous l'aspect de ces deux points critiques.»

World-Check a identifié deux groupes de clients à risques. Sous la dénomination «high risk», la première catégorie répertorie des personnes susceptibles d'être associées – de près ou de loin – au crime organisé, au trafic de drogues et d'armes, à la violation des droits de l'homme, à la corruption et au terrorisme. La plus grande des vigilances est de mise quand le guichetier se trouve en face d'un tel individu: aucune banque ne peut être intéressée à entretenir des contacts avec un tel client. Un simple coup d'œil sur le listing suffit pour pouvoir lui signifier discrètement, mais fermement, qu'il est considéré comme indésirable.

Relevant du «potential high risk», le second groupe de personnes est bien plus délicat à cerner. «Elles ne se sont jamais rendues coupables de fautes graves et ne le feront peut-être jamais», explique David Leppan. Tandis que les noms de personnes liées à la notion de «high risk» pourraient être qualifiés en réalité de liste noire, les noms recensés dans le second cercle ne peuvent pas être traités ainsi.

Ce deuxième listing fournit aux banques des renseignements précieux afin qu'elles soient pleinement en mesure de respecter l'obligation de diligence. Il comprend



David Leppan: «Les banques suisses n'ont pas le droit d'utiliser des listes noires établies conformément au droit américain. Cela enfreindrait la protection des données et le secret bancaire.»

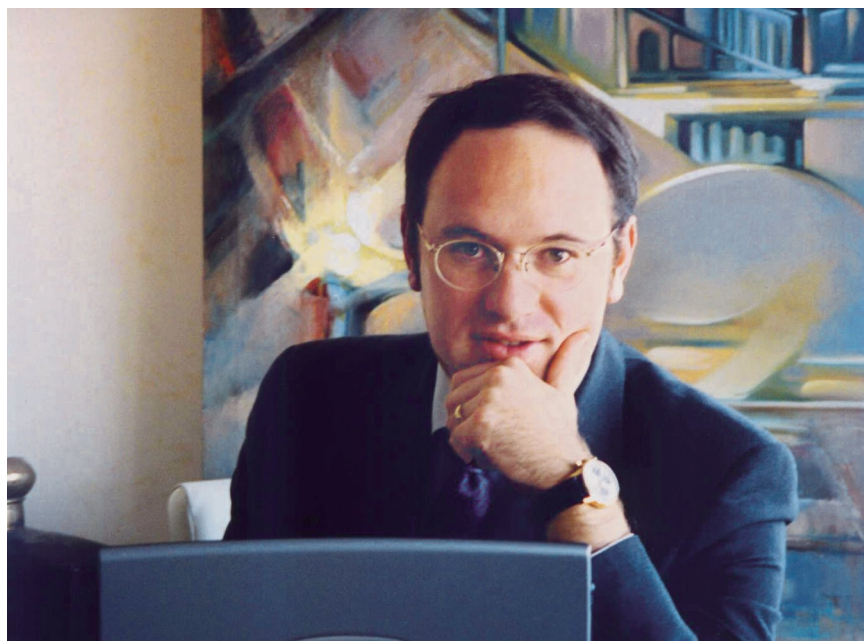
des personnes jouissant d'une renommée particulière et/ou concentrant entre leurs mains d'importants pouvoirs: des personnalités politiquement en vue (politically exposed persons) – des chefs d'Etat, premiers ministres ou membres de cabinets gouvernementaux –, officiers de haut rang, fonctionnaires d'organisations non gouvernementales (ONG), hauts responsables de sectes, membres du Comité international olympique et ainsi de suite.

Sources d'informations multiples

Les données reportées sur les listes de David Leppan ont bien sûr un caractère très sensible. Elles sont traitées et gérées exclusivement par du personnel de confiance. Afin de garantir la meilleure sécurité possible, les différentes fonctions de l'entreprise sont organisées sur la base d'un schéma décentralisé. World-Check recueille les renseignements au Cap. C'est là que s'effectue la mise en place de la banque de données (datawarehousing). Juridiquement parlant, la société est enregistrée à Londres à titre de limited company. Le serveur et l'infrastructure technologique correspondante sont installées dans un local de haute sécurité à Vienne (Autriche), placé directement derrière l'Hôtel de Ville.

Quant aux services administratifs, ils ont été implantés en Espagne. De la sorte, David Leppan cherche à garantir qu'aucun de ses employés n'ait accès à l'ensemble des informations permettant de faire fonctionner sa société. Il arrive ainsi à satisfaire aux exigences en matière de protection des données et du secret bancaire. Les flux d'informations entre l'entreprise et sa clientèle passent intégralement par l'Internet. On a consciemment renoncé aux CD-ROM et aux disquettes, estimant que ces supports ne sont pas assez sûrs.

Pour l'heure, quinze collaborateurs scrutent en permanence près de 400 sources d'informations publiquement accessibles. Parmi les plus importantes au niveau



international, on peut citer la Banque mondiale, Interpol, l'International Chamber of Commerce (ICC) et Transparency International. World-Check exploite aussi systématiquement les renseignements publiés régulièrement par les services secrets et les autorités de police. Au niveau national, on s'appuie en tout premier lieu sur des sources administratives: en Suisse, par exemple, on utilise le site confédéral admin.ch, ainsi que l'ensemble des sites Web cantonaux.

Une autre source très riche – aux niveaux local, régional, national et international – est naturellement la presse écrite. A cet égard, les journaux de boulevard jouent un rôle crucial, étant donné qu'ils révèlent foule d'indications sur l'entourage des personnalités en vue (conjoint, enfants, parenté, amis, etc.). «Ce sont bien souvent les informations de ce genre qui ont un poids considérable et sont la plupart du temps les plus difficiles à obtenir», précise David Leppan.

Sous le couvert de l'anonymat

A ce jour, les listes de sa jeune société couvrent déjà plus de 180 pays. Au total, elles contiennent pour l'heure quelque 18 000 unités (1400 unités rien que pour la Suisse). Le fondateur de

World-Check parle à dessein d'unités et non de personnes, étant donné que les répertoires comportent bien plus de renseignements que la simple mention des noms et prénoms. On y trouve notamment des noms falsifiés, les dates de naissance, voire même les numéros de passeport, adresses privées et des précisions sur les milieux les plus souvent fréquentés par les personnes listées. Sous la rubrique intitulée «content», un petit texte de quelques lignes explique la raison pour laquelle le personnage en question a été intégré dans la banque de données. D'ici à la fin 2001, les listings sont censés comporter quelque 100 000 unités.

World-Check vit de l'anonymat. Bénéficiant de la plus sûre norme de codage actuellement disponible sur l'Internet (128 bits), le client a la possibilité de consulter les données dans un anonymat protégé au maximum. Personne ne peut par exemple savoir a posteriori qui a consulté combien de fois une page donnée contenue dans le serveur. En ce sens, la société de David Leppan représente une sorte de bouclier au service des banques, désireuses de remplir leur cahier des charges en matière de compliance le plus discrètement possible.

Brigitte Strel